

DEUXIEME PARTIE DES ÉVÉNEMENTS DE MAI AUX PRÉSIDENTIELLES : LES DIFFICULTÉS "CONJONCTURELLES" DU CAPITALISME FRANÇAIS

I. Les problèmes posés.

Les événements de mai ont fait trembler la bourgeoisie ; grâce à la politique électoraliste du P.C.F., elle a pu sauver les meubles mais il n'en reste pas moins qu'elle a vu ses marges de profit réduites, et ses problèmes essentiels non résolus. Cependant, dans les mois suivants, grâce à une demande nouvelle due aux augmentations de salaires et à la nécessité de reconstitution des stocks, les marges de profit ont de nouveau augmenté, mais artificiellement et temporairement :

— **Artificiellement** parce que ce qui peut assurer des marges de profit réelles élevées, c'est un taux de concentration important ; or, à l'heure actuelle, ce taux est encore très largement insuffisant pour la bourgeoisie ;

— **Temporairement**, parce qu'une fois les retards rattrapés, l'effet de l'accroissement de la demande s'épuise.

L'un des objectifs du gaullisme à la rentrée de septembre était d'éviter l'inflation, de crainte d'une dévaluation (voir Annexe 2 sur ce qu'est une dévaluation). Par conséquent, même si les prix ont augmenté, le moyen essentiel proposé par le gouvernement gaulliste aux capitalistes, pour augmenter les marges de profit, a été des injonctions massives de crédit (d'avril à décembre 1968, 23 milliards de crédits ont été distribués aux entreprises) ; ces injonctions de crédit devaient permettre, dans l'esprit du gouvernement, à la bourgeoisie de financer des investissements de « rationalisation », permettant une exploitation plus grande des travailleurs.

Cependant, la bourgeoisie française, ne voyant pas ses marges de profit restaurées de façon suffisamment rapide, ayant en grande partie perdu confiance en de Gaulle, et ayant toujours recherché les profits les plus faciles, spécula sur le mark contre le franc, et précipita le capitalisme mondial au bord d'une grave crise monétaire. (Voir dans annexe n° 3 un extrait de Document rouge n° 1 : Contradictions capitalistes et crises monétaires.)

Les mesures de restrictions monétaires et budgétaires, prises à la suite de la crise de novembre, et qui constituaient une première attaque contre la classe ouvrière, facilitée par l'inertie du P.C.F., ont fait naître une tendance au ralentissement de l'activité économique, à partir de février.

1) LE PARADOXE DU RALENTISSEMENT ET DE LA "SURCHAUFFE" DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE.

La mini-crise de l'automobile au début de l'année a été le signe avant-coureur de difficultés plus générales. En février, quatorze branches industrielles ont été en recul et l'indice général a baissé d'un demi-point. Ce ralentissement s'est poursuivi en mars et probablement en avril. C'est en février également que pour la première fois depuis plusieurs mois les importations et les offres d'emploi non satisfaites ont diminué.

Cette tendance a été en partie contrecarrée par la réalisation immédiate d'investissements pour des raisons spéculatives. Plus précisément, les capitalistes ont des plans d'investissement importants, réponse aux nécessités objectives de moderniser l'appareil de production. Mais, ce qui explique la réalisation immédiate de ces plans d'investissement est plus particulièrement liée à 4 raisons essentielles :